

Notre attitude après la défaite de la droite et l'entrée de ministres communistes au gouvernement

Un chapitre de l'histoire politique française vient de se clore le 21 juin avec la défaite des forces politiques de droite. Un nouveau commencement avec l'entrée de ministres communistes au gouvernement. Le deuxième tour des élections législatives a clos le processus engagé avec la défaite de Giscard d'Estaing, le 10 mai dernier. En appelant d'abord à battre Giscard puis à amplifier la défaite de la droite, nous avons clairement pris notre place dans ce processus.

La défaite de la droite en est une aussi pour le grand capital. Les forces politiques battues sont en effet celles qui sont le plus étroitement liées aux intérêts capitalistes. A la présidence de la République, au gouvernement, à l'Assemblée, elles ont, ensemble, mis en œuvre une politique antipopulaire. Leur défaite crée donc une situation défavorable pour le capital, qui peut être mise à profit pour que des changements favorables aux travailleurs aient lieu dans le pays.

Désormais, les conditions d'une stabilité politique prolongée sont réunies, avec l'existence à l'Assemblée nationale d'une majorité socialiste. Même sans avoir à recourir à des alliances, Mitterrand dispose des moyens de gouverner le pays. Le Parti socialiste a les moyens de mettre en œuvre sa politique à la direction du pays. Ceci présente pour lui des avantages mais aussi des inconvénients : le voici au pied du mur, dans les conditions les meilleures qu'il pouvait escompter.

Quelle va être notre attitude à l'égard du nouveau pouvoir politique ainsi solidement installé? Nous gardons totalement notre indépendance, notre liberté de jugement, de critique. Nous allons continuer à agir en faveur des revendications, des réformes, qui nous paraissent le mieux répondre aux intérêts des travailleurs, dans la perspective du socialisme. Nous allons continuer à agir en faveur d'une politique de défense de la paix, de soutien effectif du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, d'opposition résolue aux agressions. Nous soutiendrons ce qui dans la politique gouvernementale nous paraît aller dans le sens des intérêts des travailleurs et de la paix, nous combattrons ce qui nous paraît aller à leur rencontre.

Nous ne sommes pas des partisans de la surenchère, d'en rajouter pour le plaisir. Mais nous ne serons pas non plus de ceux sur qui il faudra compter pour être complaisants.

Les travailleurs attendent des changements, des changements sont possibles, mais quelles sont les conditions pour cela? Nous disons quant à nous : l'organisation, la mobilisation, l'intervention, l'action, les luttes des travailleurs seront décisives.

Entendons-nous, elles seront décisives si ce que l'on veut ce sont effectivement des changements favorables aux travailleurs et non pas la poursuite de l'ancien état de chose, avec quelques aménagements, enrobé avec une étiquette de gauche. Pourquoi?

1) Le patronat est toujours là et bien là; certes, depuis le 10 mai, il n'y a plus ce front uni patronat-gouvernement que l'on connaissait avant, mais le patronat continue à avoir la même intransigence. Il suffit de regarder quelle est l'attitude du CNPF dans la négociation sur le temps de travail. Les licenciements continuent. Dans les entreprises, rien n'a changé et rien ne pourra vraiment changer si le patronat n'y est pas contraint.

Et comment y sera-t-il, non seulement dans les grands monopoles mais aussi dans les PME, si ce n'est par l'action des travailleurs? Comment la dictature patronale dans les entreprises pourra-t-elle être amenée à reculer, si ce n'est par l'action massive des travailleurs? Toute l'histoire ouvrière est là pour montrer qu'il ne peut en aller qu'ainsi, de même que toute la réalité quotidienne de la lutte des classes. Si les travailleurs n'agissent pas, le patronat, lui, le fait et sa tendance constante n'est pas d'améliorer leur situation mais, au contraire, de renforcer l'exploitation. Sa tendance constante c'est de nier le droit à la parole des travailleurs, de faire travailler le plus possible pour le moins cher possible, de faire effectuer le même travail par toujours moins de bras, etc...

Il est organisé, solidement organisé, et il est en position de force jusqu'à maintenant.

Face à cela, les travailleurs doivent être eux aussi solidement organisés. Et, de ce point de vue, nous pensons que le renforcement de la syndicalisation des travailleurs

est une condition du changement, pour mener l'action. La CGT est l'organisation syndicale qui, par ses traditions et son enracinement dans la classe ouvrière, est la mieux à même de jouer ce rôle.

2) L'appareil d'Etat, dirigé contre les travailleurs est toujours en place, avec les hommes qui y ont dirigé et pratiqué la répression antipopulaire. Tout l'arsenal étatique qui a servi à la répression antipopulaire ces dernières années est toujours prêt à entrer en action. Ceux qui ont envoyé la police contre les travailleurs, ceux qui ont exercé cette action, ceux qui ont condamné des travailleurs, tous ceux-là sont toujours en fonction.

Le grand capital, le patronat, leurs hommes dans l'appareil d'Etat, les partis de droite, feront tout, absolument tout ce qui est en leur pouvoir pour s'opposer aux revendications des travailleurs, pour combattre des réformes qui mettraient en cause leur domination. Pour les faire reculer, pour faire face à leurs sabotages, les travailleurs devront agir.

3) L'expérience passée et la politique présente des dirigeants du PS montrent qu'ils sont enclins à la conciliation avec le grand capital : les capitalistes vont multiplier les pressions de toutes sortes pour amener Mitterrand et le gouvernement à pratiquer une politique qui ménage le plus possible leurs intérêts ; ils vont chercher à s'entendre avec les dirigeants socialistes. Bien des faits montrent que les dirigeants socialistes sont tout-à-fait perméables à ces pressions. Un grand nombre d'entre eux ont exercé des responsabilités gouvernementales sous la IVe (Mitterrand, Defferre) ou la Ve République (Delors) ou bien dans les hautes sphères de l'Etat capitaliste (Cheysson, Dreyfus). Ils sont, à bien des égards, plus proches des capitalistes que des travailleurs. Les forces politiques de droite ne s'y trompent d'ailleurs pas. A de nombreuses reprises, elles ont fait état de leur volonté de collaborer avec le Parti socialiste. En 1974, Lecanuet s'exclamait : « Je combattrai jusqu'à ce que les socialistes entrent dans cette majorité et je vous fiche mon billet que cela se fera. » La politique d'alliance avec la droite « centrisme » que Gaston Defferre avait durant longtemps préconisé et pratiqué lui permettait des espoirs. Plus récemment, Chirac a affirmé qu'il était prêt à collaborer avec le Parti socialiste. De tels appels du pied expriment nettement les convergences qui peuvent exister entre le Parti socialiste et la droite en certaines circonstances. Elles partent du point de vue que l'on peut, un jour ou l'autre, arriver à s'entendre avec. Si l'on regarde dans des pays voisins, en Allemagne, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique, on peut voir que des partis liés au PS y ont pratiqué ou y pratiquent encore une politique dont le grand capital n'a pas eu à souffrir, en alliance avec la droite.

La politique du Parti socialiste consiste à vouloir créer un climat et mettre en place un système où patronat et syndicats discutent, collaborent, se fassent des concessions réciproques. Ce sont les travailleurs qui font les frais d'un tel système, car le patronat, qui est en position dominante, n'y cède rien d'essentiel, ou ne cède rien sans contrepartie plus importante encore. Un tel système isole les syndicats des travailleurs, de leur situation et de leurs intérêts réels. C'est ce que les uns appellent la concertation, la recherche du consensus, et que nous appelons la collaboration de classes.

Si l'on regarde parmi les premiers actes du nouveau pouvoir, on peut déjà constater un manque de fermeté dans le sens d'un politique de changement. Les pressions des capitalistes ont abouti à ce que le SMIC ne soit augmenté que de 10% ; par contre des subventions supplémentaires ont été fournies aux entreprises... et Delors a affirmé qu'il n'y aurait pas de blocage des prix.

Les positions gouvernementales dans la négociation sur les 35 heures vont dans le sens d'une réduction des salaires, sauf pour les plus bas, et d'une meilleure utilisation des moyens de production du point de vue patronal, c'est-à-dire de l'extension du travail de nuit. Ce sont là des exigences patronales, des contreparties, nuisibles aux intérêts des travailleurs.

Il a fallu que de vives protestations s'élevèrent contre les propos du ministre de la Justice au sujet de la Cour de sûreté de l'Etat pour qu'une mise au point soit faite.

Des emprisonnés politiques demeurent incarcérés et il a fallu là aussi de vives protestations pour que soit envisagée une amnistie plus large.

Des policiers se sont livrés à des violences racistes au cours de ces dernières semaines. Ils n'ont pas été sanctionnés.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que rien ne changera vraiment si les travailleurs n'agissent pas.

Un mauvais accord

De ce point de vue, et en tant que communistes, nous considérons que la politique menée par la direction du PCF, qui a placé l'accession au gouvernement au centre de sa démarche, tourne le dos à ce qui était nécessaire et que l'accord conclu entre le PCF et le PS est un mauvais accord.

1) Une première remarque est nécessaire sur l'esprit qui a caractérisé la démarche de l'équipe dirigeante du PCF : jusqu'au mois de mai dernier, tout était fait pour démontrer les convergences entre Mitterrand et la droite ; à partir du moment où Mitterrand a été élu, tout a été fait pour démontrer ses convergences avec le PCF. Mitterrand a-t-il changé de politique? Non. C'est la politique des dirigeants du PCF qui a changé, de manière à pouvoir accéder au gouvernement. Qui peut croire qu'une telle démarche soit dictée par la défense de ce que l'on considère être les intérêts des travailleurs? Les volte-face de la direction du PCF se font en fonction de ce qu'elle considère être ses intérêts à elle, dans des tractions de sommet avec les dirigeants socialistes.

2) Rien ne saurait justifier le caractère central donné à la revendication des ministres. Dans cette affaire, c'est l'équipe dirigeante du PCF qui n'a cessé d'être demanderesse. L'argument selon lequel la présence de ministres communistes était nécessaire pour « ancrer à gauche » le nouveau gouvernement (c'est-à-dire empêcher Mitterrand de passer des alliances à droite) n'a jamais été valable, surtout après que le PS ait conquis à lui seul la majorité parlementaire. Le PS pouvait, et maintenant plus que jamais, former un gouvernement homogène. Le PCF pouvait adopter une position de soutien critique sans participation.

3) Conformément à sa démarche, plaçant au centre l'accession au gouvernement, le PCF a dû accepter le principe de la solidarité gouvernementale. C'est logique. Cela signifiait déjà qu'il abdiquait son droit de critique à l'égard de la politique de Mitterrand.

4) Mais il y a encore plus grave puisque l'accord conclu entre le PCF et le PS étend le principe de cette solidarité gouvernementale aux collectivités locales et aux ENTREPRISES. Voici ce que dit l'accord à ce sujet : « ... Les deux partis se déclarent décidés à promouvoir la politique nouvelle qu'ont choisie les Françaises et les Français en élisant François Mitterrand à la présidence de la République. Ils le feront à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la majorité qui vient de se constituer ; ils le feront au gouvernement dans une solidarité sans faille ; ils le feront dans les collectivités locales et régionales, dans les entreprises en respectant les fonctions propres des institutions et des partis... ils prendront pour base dans tous les domaines les choix faits par le pays et les convergences vérifiées dans leurs discussions. »

Très concrètement, cela signifie que l'on demande aux militants ouvriers communistes, dans les entreprises, c'est-à-dire là où les travailleurs subissent l'exploitation de la manière la plus directe, de ne pas mener de luttes qui contrarieraient la politique de Mitterrand. Cet engagement est en complète contradiction avec les intérêts des travailleurs. C'est demander aux travailleurs d'accepter ce que fera Mitterrand, de suivre sa politique. Or, pour ne prendre qu'un exemple, combien de fois n'a-t-on pas vu, ces derniers mois, des travailleurs communaux obligés de lutter contre des maires socialistes pour défendre leurs revendications?

En vérité, cette clause est celle qu'attendait le Parti socialiste ; c'est pour cela qu'il a fait l'aumône de quatre ministres. Il voulait s'assurer une garantie de « paix sociale ». Voici ce qu'écrivent des commentateurs avertis, qui ne s'y trompent pas : « Les socialistes font grand cas de cette dernière clause que les communistes n'avaient jamais jusqu'alors souscrite. Elle leur paraît de nature à préserver la paix sociale. » (Le Monde). « C'est une garantie de taille pour les socialistes, qui seront désormais en droit de rappeler à l'ordre leurs partenaires dans l'éventualité où ils tenteraient de les déborder par des actions dans les entreprises. Ce qui, compte tenu du rapport de force actuel entre socialistes et communistes, n'est pas sans importance. » (Le Matin). Ce qui rend le PCF intéressant aux yeux de Mitterrand, c'est l'influence qu'il a dans la classe ouvrière et tout particulièrement au sein de la première centrale syndicale française, la CGT. Pour leurs propres intérêts, les dirigeants du PCF viennent de promettre de tenter de mettre cette influence au service de Mitterrand. Celui-ci a tout à y gagner ; pour les travailleurs c'est une toute autre affaire.

Tout indique que ce n'est pas à ce sujet, c'est-à-dire sur la défense des intérêts des travailleurs, que les discussions ont été les plus vives pour aboutir à un accord avec le PS ; c'est sur l'attitude à adopter à l'égard des agressions et des ingérences de l'URSS. C'est là-dessus que Georges Marchais et les négociateurs du PCF ont résisté le plus. En particulier, ils s'opposaient à ce que soit fait mention de la Pologne. Ils ont finalement cédé en disant : « Les Français ne comprendraient pas que nous rompions sur la Pologne. ». Si la direction du PCF a été contrainte à certaines évolutions sur ces sujets, il n'en reste pas moins vrai qu'elle demeure fort éloignée de ce que devrait être la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, notamment au sujet de l'Afghanistan. A ce sujet, Georges Marchais déclarait mardi soir, à la télévision : « Sur l'Afghanistan, nos partis apprécient d'une manière différente le point de départ. Qu'est-ce que nous souhaitons? Qu'est-ce que souhaitent les Soviétiques? Ils l'ont dit. Ils souhaitent le retrait de leurs troupes. Le gouvernement afghan le souhaite aussi. Mais il veut une négociation entre les pays concernés : Iran, Pakistan et Afghanistan en vue d'assurer la sécurité des frontières, la non-ingérence dans les affaires intérieures. Nous disons, à partir de là, que les troupes soviétiques doivent se retirer d'Afghanistan. ». Ce que Georges Marchais ne dit pas, c'est que les Soviétiques souhaitent effectivement se retirer mais après avoir réussi à écraser la résistance du peuple afghan, après l'avoir isolée des pays voisins qui la soutiennent, ce qu'ils appellent « ingérences ». Voilà ce que Georges Marchais entend par cet extrait du communiqué commun PC-PS : « Ils (le PC et le PS) affirment le droit du peuple afghan à choisir son régime et son gouvernement et se prononcent pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère. »

Les dirigeants du PS savent ce que recouvrent les mots. La promesse de la paix sociale ne valait-elle pas, à leurs yeux, quelques concessions sur le dos du peuple afghan? Nous disons quant à nous que la seule orientation gouvernementale qui serait conforme à la défense du droit des peuples consisterait à soutenir la résistance afghane.

Pour ce qui nous concerne, en tant que communistes, il y a totale continuité entre la défense des intérêts des travailleurs, en France, et la défense effective du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous n'avons pas à soupeser l'un contre l'autre. De Billancourt à Kandahar, notre combat forme un tout.

Pierre BURNAND